
Comité Exécutif du HCR
75ème session

Débat général
Genève, le 14 octobre 2024
Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,
Monsieur le Haut-Commissaire, cher Filippo,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La situation géopolitique actuelle et ses implications sur le travail du HCR est de plus en plus préoccupante. Le conflit à Gaza s'est étendu au Liban. La crise humanitaire au Soudan s'aggrave de jour en jour. Les perspectives de paix en Ukraine sont toujours très incertaines. Sans parler des multiples autres crises prolongées qui perdurent. La combinaison des conflits, des persécutions et du changement climatique a poussé près de 130 millions de personnes à fuir. Un chiffre record qui est en augmentation pour la 12^{ème} année consécutive.

Nous devons pourtant maintenir notre engagement et assumer nos responsabilités. Au nom de notre humanité partagée, de notre attachement à des valeurs communes comme le multilatéralisme et le respect du droit international, nous avons le devoir de continuer sans relâche à œuvrer pour que la justice, la paix et la prospérité soient renforcées au niveau global.

Cela commence par exiger le plein respect du droit international humanitaire par toutes les parties impliquées dans des conflits. A quelques jours du début de la 34^{ème} conférence internationale de la Croix-

Rouge et du Croissant Rouge, rappelons-nous que ce sont les violations du droit international humanitaire qui entraînent la majorité des déplacements forcés à travers le monde.

En tant que dépositaire des Conventions de Genève, et présidente actuelle du Conseil de Sécurité, la Suisse s'engage pour la protection du personnel humanitaire dans les zones de conflit, à l'image de la résolution 2730 adoptée en mai 2024. Je saisis cette occasion pour exprimer, au nom de la Suisse, mes sincères condoléances suite au décès récent de deux collaborateurs du HCR au Liban. Cet épisode tragique met en évidence, une fois de plus, les dangers auxquels sont confrontés les travailleurs humanitaires dans le monde.

Monsieur le Haut-Commissaire, une des rares lueurs d'espoir que nous avons décelée l'année passée reposait sur le deuxième Forum mondial sur les réfugiés, que la Suisse a eu l'honneur de coorganiser avec le HCR. Près de dix mois après sa tenue, nous pouvons affirmer que ce fut non seulement un succès du point de vue de l'organisation, mais aussi des résultats. En termes de mobilisation politique, ce fut véritablement un moment d'unité.

Pour répondre aux défis qui se présentent à nous, il est capital que les promesses faites durant cet événement soient tenues. Le chemin pour atteindre les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, à travers une répartition plus équitable des charges et responsabilités, est encore long.

C'est pourquoi il est important de maintenir ce *momentum* jusqu'au prochain forum en 2027 et au-delà. La réunion des hauts responsables en décembre 2025 ici à Genève sera aussi une étape importante. Nous

poursuivons ce *momentum* de manière résolue, en étroite collaboration avec votre équipe et les pays co-parrains, à savoir la Colombie, la France, le Japon, la Jordanie et l'Ouganda. Je tiens à nouveau à les remercier ici pour leur engagement continu. Et je me réjouis de continuer à aborder ensemble les moyens de renforcer les solutions durables. L'intégration des personnes déplacées dans les sociétés et économies qui les accueillent est cruciale à bien des égards. Nous reconnaissons notamment l'importance d'adopter une approche plus durable pour réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire. A ce titre, nous saluons les résultats de la table ronde de Berlin sur la programmation durable et soulignons la nécessité d'impliquer étroitement les acteurs humanitaires, du développement et de la paix, en mettant au centre les personnes déplacées de force et leurs communautés hôtes. La Suisse continuera à pleinement s'engager dans cette voie.

Une autre solution durable, qui offre une issue à une situation de vulnérabilité tout en apportant un soutien aux pays de premier accueil particulièrement sollicités, c'est la réinstallation dans un Etat tiers. C'est à cet égard que la Suisse a décidé d'apporter un soutien additionnel aux activités de réinstallation du HCR avec une contribution d'un million de francs suisses pour ses programmes au Liban et en Turquie.

Monsieur le Haut-Commissaire, aujourd'hui la discussion concerne entre autres les progrès atteints et à atteindre concernant l'apatridie. La Suisse salue les efforts du HCR en faveur des réfugiés dans ce domaine. L'apatridie est un élément important du système de protection. Nous espérons que ce segment de haut niveau permettra de faire le point sur les progrès accomplis et d'identifier les défis à relever.

Nous partageons aussi le point de vue du Haut-Commissaire : il est essentiel d'adopter une approche globale, qui tient compte des parcours de déplacement forcé dans les pays d'accueil, de transit et de destination. La Suisse accorde une attention particulière à la protection des personnes les plus vulnérables concernées par ces mouvements, par exemple les femmes et enfants qui sont victimes de la traite des êtres humains et d'abus. En accord avec les engagements pris lors du Sommet de l'avenir en septembre 2024, il faut faire plus et mieux pour non seulement protéger les réfugiés, mais aussi limiter les facteurs qui poussent à leur fuite et faciliter les retours en sécurité et dignité. C'est avec une gouvernance inclusive que nous pouvons construire des sociétés plus justes et résilientes.

Toutefois, pour que ces efforts portent pleinement leurs fruits, une condition impérative est la paix. La promotion de la paix est donc indispensable. C'est pourquoi nous espérons que la *Geneva Peace Week*, qui accueille cette semaine 5000 participants et 140 partenaires autour de 70 événements, à la Maison de la Paix ici à Genève, sera un succès. La Suisse continuera d'œuvrer dans ce sens en se basant sur la coopération internationale, le plaidoyer, la médiation et les bons offices.

Je vous remercie pour votre attention.